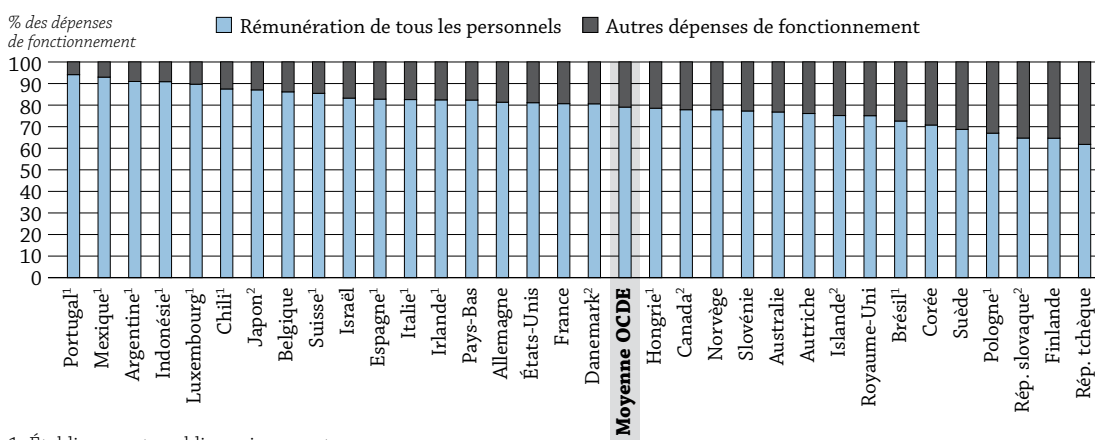


À QUELLES CATÉGORIES DE SERVICES ET DE RESSOURCES LES DÉPENSES D'ÉDUCATION SONT-ELLES AFFECTÉES ?

- Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les dépenses de fonctionnement représentent, en moyenne, 92 % des dépenses totales dans les pays de l'OCDE. Dans tous les pays, sauf cinq, la rémunération des personnels représente plus de 70 % des dépenses de fonctionnement.
- Dans l'enseignement tertiaire, les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 32 % de leurs dépenses de fonctionnement à des postes autres que la rémunération des personnels de l'éducation.
- Les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital sont plus élevées dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs d'éducation en raison du coût plus élevé des infrastructures et des équipements à ce niveau, et de la construction de nouvelles infrastructures imposée par l'accroissement des effectifs.

Graphique B6.1. Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2008)




1. Établissements publics uniquement.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part de la rémunération de tous les personnels dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau B6.2b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932468134>

Lecture du graphique

Ce graphique montre la répartition des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement entre les catégories de ressources. Les dépenses d'éducation sont constituées, d'une part, des dépenses en capital et, d'autre part, des dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement incluent la rémunération du personnel enseignant, la rémunération des autres personnels de l'éducation et autres dépenses. La rémunération des enseignants, qui est le poste le plus important dans les dépenses de fonctionnement, est étudiée de manière approfondie dans le cadre de l'indicateur D3.

■ Contexte

En matière d'affectation des ressources, les décisions budgétaires qui sont prises à l'échelle du système ont des répercussions jusque dans la salle de classe et influent sur la nature de l'enseignement et les conditions dans lesquelles il est dispensé. Les établissements proposent un large éventail de services en plus des services d'éducation, par exemple la cantine, les transports scolaires gratuits ou le logement en internat dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, il est fréquent que les établissements proposent des résidences d'étudiants et mènent un large éventail d'activités de recherche.

Cet indicateur compare la façon dont les pays ventilent leur budget entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, et étudie les postes de dépenses de fonctionnement. Les dépenses dépendent de la rémunération des enseignants (voir l'indicateur D3), des régimes de retraite, de la pyramide des âges du corps enseignant, de l'importance des personnels de l'éducation autres que le corps enseignant et de la mesure dans laquelle l'augmentation des effectifs impose la construction de nouvelles structures.

■ **Autres faits marquants**

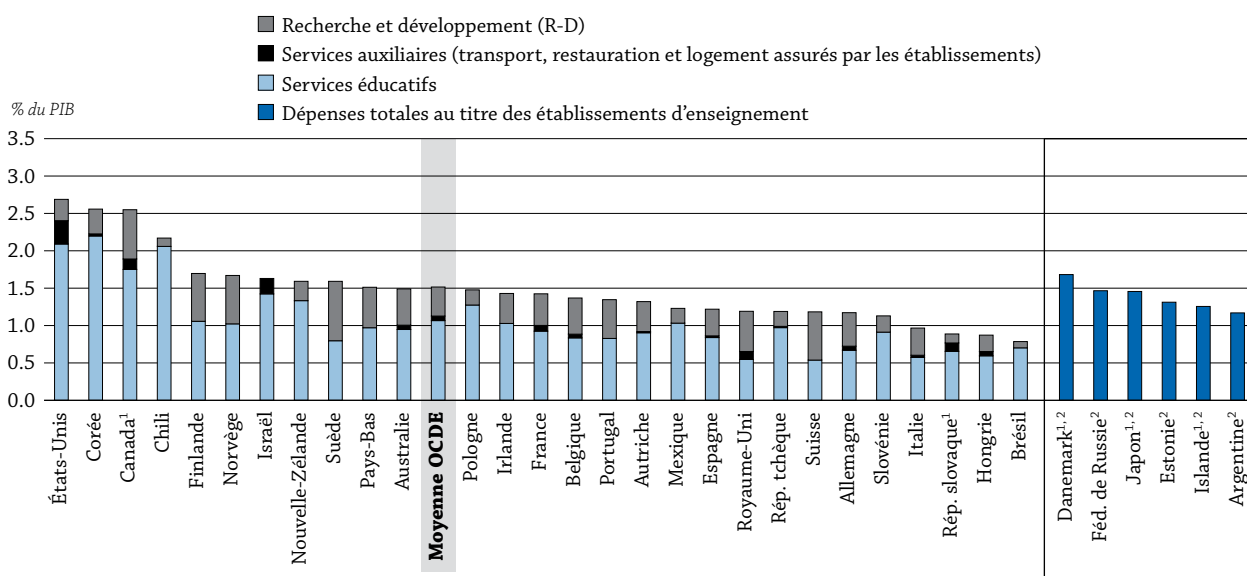
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, **21 % du budget de fonctionnement est consacré à des postes de dépenses autres que la rémunération des personnels de l'éducation dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire**. La part des postes autres que la rémunération des personnels dans les dépenses de fonctionnement ne varie guère entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire : la différence ne représente plus de 7 points de pourcentage qu'en Corée, en Irlande et au Luxembourg.
- **Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 0.2 % de leur PIB au financement des services auxiliaires fournis dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Ce pourcentage représente plus de 0.4 % du PIB en Corée, en Finlande, en France, au Royaume-Uni et en Suède**. Ces cinq pays, ainsi que la Hongrie et la République slovaque, affectent aux services auxiliaires au moins 10 % de leurs dépenses totales au titre des établissements à ces niveaux d'enseignement.
- **Les établissements d'enseignement tertiaire consacrent, en moyenne, 25 % de leurs dépenses à des activités de recherche et de développement** dans les pays de l'OCDE. Certains pays y affectent un budget nettement plus élevé que d'autres (cette part des dépenses représente plus de 45 % au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse), ce qui explique en partie la forte variation des dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire entre les pays.

Analyse

Dépenses au titre de l'enseignement, de la recherche et développement, et des services auxiliaires

Dans les niveaux inférieurs à l'enseignement tertiaire, les dépenses d'éducation sont essentiellement consacrées à l'enseignement proprement dit. Dans l'enseignement tertiaire, en revanche, les autres services, en particulier les activités de recherche et développement (R-D), peuvent absorber une partie significative du budget de l'éducation. La variation des dépenses au titre de la R-D entre les pays de l'OCDE explique ainsi en grande partie les différences de dépenses unitaires globales au titre de l'enseignement tertiaire (voir le tableau B6.1 et le graphique B6.2). Par exemple, en Allemagne, en Australie, en Autriche, en Belgique, au Canada, en Finlande, en France, en Irlande, en Norvège, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse, les dépenses unitaires d'éducation seraient nettement inférieures si les dépenses au titre des activités de R-D étaient exclues, car ces pays y consacrent un budget important (entre 0.4 % et 0.8 % du PIB) (voir le tableau B1.1a).

Graphique B6.2. Dépenses au titre des services éducatifs, de la R-D et des services auxiliaires dans les établissements d'enseignement tertiaire, en pourcentage du PIB (2008)



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire, dépenses de recherche et développement (R-D) comprises.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement tertiaire.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau B6.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932468153>

Services à caractère social à l'intention des élèves/étudiants

Dans de nombreux pays de l'OCDE, les services à caractère social destinés aux élèves/étudiants (et parfois, les services destinés à la population dans son ensemble) font partie intégrante des services que les écoles et les universités fournissent. Le mode de financement de ces services auxiliaires diffère selon les pays qui dosent, chacun à leur façon, les dépenses publiques, les subventions publiques et les contributions des élèves/étudiants et de leur famille.

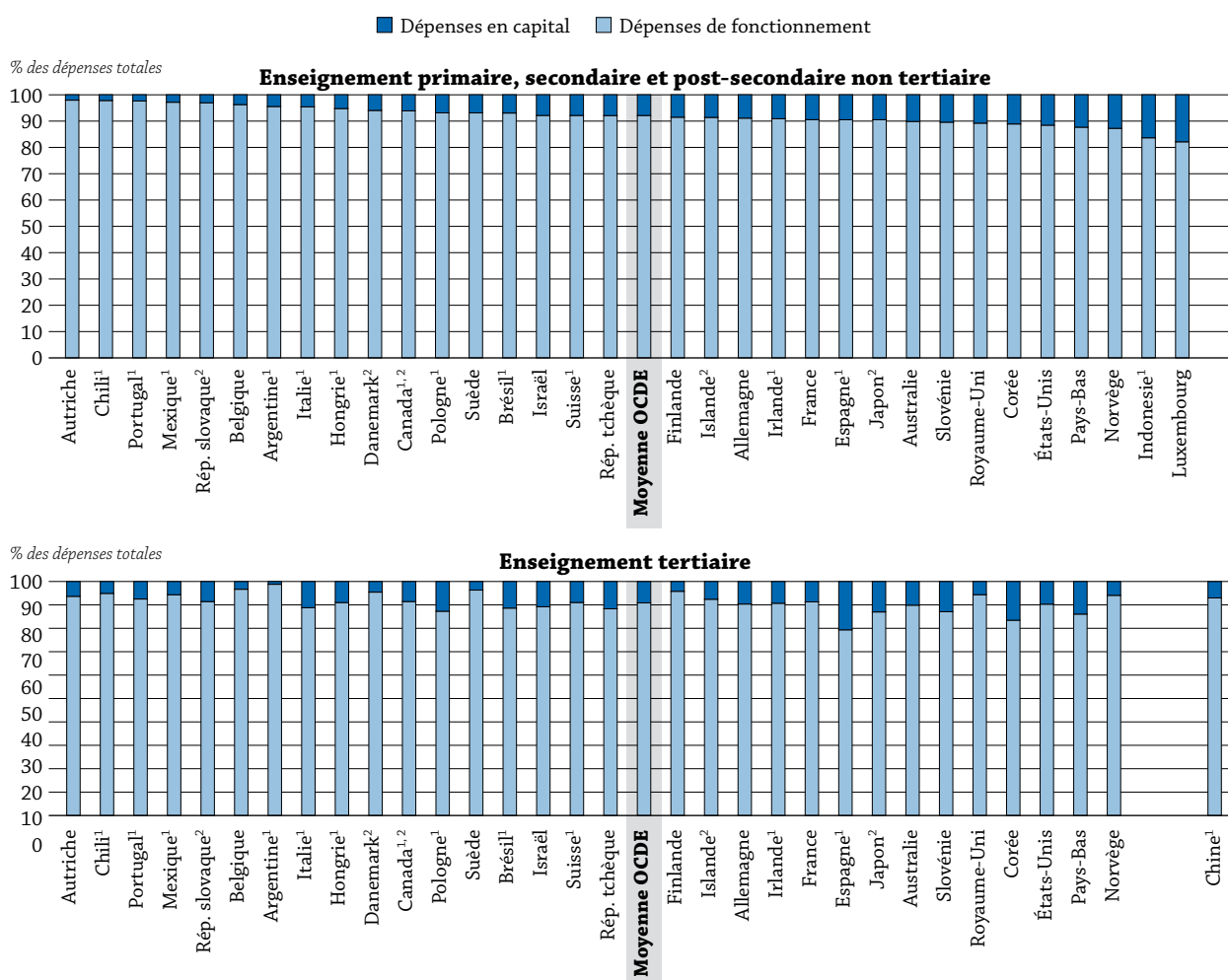
En moyenne, les pays de l'OCDE consacrent moins de 7 % de leurs dépenses totales au financement des services auxiliaires fournis par les établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Ce pourcentage passe toutefois la barre des 10 % en Corée, en Finlande, en France, en Hongrie, en République slovaque, au Royaume-Uni et en Suède (voir le tableau B6.1).

Les services auxiliaires sont plus souvent financés de manière autonome dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire ou secondaire. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses au titre des services auxiliaires représentent moins de 0.10 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, mais elles atteignent 0.14 % au Canada, 0.21 % en Israël et même 0.31 % aux États-Unis (voir le tableau B6.1).

Répartition du budget entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, et ventilation des dépenses de fonctionnement

Les dépenses d'éducation se divisent tout d'abord en dépenses courantes, ou de fonctionnement, et en dépenses en capital. Les dépenses en capital sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an et comprennent les dépenses afférentes à la construction de locaux, à leur rénovation et aux grosses réparations. Les dépenses de fonctionnement concernent les ressources utilisées chaque année par les établissements dans le cadre de leurs activités.

Chart B6.3. Répartition des dépenses en capital et de fonctionnement au titre des établissements d'enseignement (2008)
Par catégorie de ressources et niveau d'enseignement



1. Établissements publics uniquement (pour le Canada, au niveau tertiaire uniquement).

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde) Données relatives à la Chine : *Annuaire statistique 2009 de la Chine sur le financement de l'éducation*. Tableau B6.2b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932468172>

L'importance des ressources humaines mobilisées par l'enseignement explique la part élevée des dépenses de fonctionnement dans le budget global de l'éducation. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent 92 % du budget global de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. La part des dépenses de fonctionnement ne représente pas plus de 82 % au Luxembourg, mais atteint ou dépasse 97 % en Autriche, au Chili, au Mexique et au Portugal (voir le tableau B6.2b et le graphique B6.3).

Pourcentage de la rémunération des enseignants et des autres personnels de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement peuvent être subdivisées en trois grandes catégories : la rémunération des enseignants, la rémunération des autres personnels de l'éducation et les autres dépenses de fonctionnement (par exemple, l'achat de matériel pédagogique et de fournitures scolaires, l'entretien des locaux, la cantine et la location d'infrastructures scolaires). Le budget alloué à chacune de ces catégories de dépenses est en partie subordonné à l'évolution actuelle ou prévue des effectifs scolarisés, à la rémunération des personnels de l'éducation et aux coûts de construction et d'entretien des infrastructures scolaires.

La rémunération des personnels de l'éducation, dont les enseignants, absorbe la majeure partie du budget de fonctionnement dans tous les pays. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, elle représente 79 % des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. À ces niveaux d'enseignement, la rémunération des personnels de l'éducation représente 70 % au moins des dépenses de fonctionnement dans tous les pays, sauf en Finlande, en Pologne, en République slovaque, en République tchèque et en Suède. La part de la rémunération des personnels de l'éducation dépasse 90 % en Argentine, en Indonésie, au Mexique et au Portugal (voir le graphique B6.1 et le tableau B6.2b).

La part moyenne, dans les dépenses de fonctionnement, de la rémunération des personnels de l'éducation varie de plus de 7 points de pourcentage entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire en Corée, en Irlande et au Luxembourg (voir le tableau B6.2a). Ces écarts sont essentiellement imputables à la variation sensible, entre ces deux niveaux d'enseignement, du salaire des enseignants, de la taille des classes, de l'importance des personnels non enseignants, et du nombre d'heures de cours suivies par les élèves et données par les enseignants (voir les indicateurs B7, D1, D2, D3 et D4).

Les pays de l'OCDE dont le budget de l'éducation est relativement peu élevé (le Mexique et le Portugal, par exemple) consacrent en général une part supérieure de leurs dépenses de fonctionnement à la rémunération des personnels et une part inférieure à des services sous-traités, comme les services d'appui (tels que l'entretien des locaux scolaires), les services auxiliaires (la cantine, par exemple) et la location des bâtiments scolaires et d'autres structures.

En Argentine, au Danemark, aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni, la rémunération des personnels autres que le personnel enseignant représente plus de 20 % des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, alors qu'en Autriche, en Corée et en Espagne, cette part ne dépasse pas 10 %. Ces différences reflètent sans doute la variation des fonctions et métiers relevant de cette catégorie, par exemple les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation, les chauffeurs de cars scolaires, les infirmières scolaires, les concierges et le personnel d'entretien (voir le tableau B6.2b). Les pays de l'OCDE affectent, en moyenne, 32 % de leurs dépenses de fonctionnement au titre de l'enseignement tertiaire à des postes autres que la rémunération des personnels de l'éducation, ce qui s'explique par le coût nettement plus élevé des infrastructures et des équipements requis à ce niveau d'enseignement (voir le tableau B6.2b).

Part des dépenses en capital

La part des dépenses en capital dans les dépenses totales est plus élevée dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (9.1 % contre 7.9 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE), une différence généralement due à l'utilisation d'équipements pédagogiques plus diversifiés et plus sophistiqués. Dans l'enseignement tertiaire, la part des dépenses en capital est égale ou supérieure à 10 % dans 10 des 30 pays de l'OCDE dont les données relatives à ce niveau d'enseignement sont disponibles.

Elle est même égale ou supérieure à 16 % en Corée et en Espagne (voir le graphique B6.3). Ces différences s'expliquent vraisemblablement par la manière dont l'enseignement tertiaire est organisé dans chaque pays ainsi que par la mesure dans laquelle l'accroissement des effectifs nécessite la construction de nouvelles infrastructures.

Définitions

La distinction entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital est celle d'usage en comptabilité nationale.

Les **dépenses de fonctionnement** sont les dépenses afférentes aux biens et services utilisés pendant l'année en cours qui doivent être effectuées de manière récurrente pour fournir les services d'éducation. Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement autres que celles afférentes à la rémunération des personnels comprennent les dépenses liées aux services sous-traités, comme les services de maintenance (l'entretien des locaux scolaires, par exemple), les services auxiliaires (la cantine, par exemple), et la location des bâtiments scolaires et autres. Ces services sont fournis par des prestataires extérieurs, contrairement aux services fournis par les autorités en charge de l'éducation ou par les établissements et leur propre personnel.

Les **dépenses en capital** sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an et comprennent les dépenses relatives à la construction de locaux, à leur rénovation et aux grosses réparations, ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de nouveaux équipements ou au remplacement des équipements existants. Les dépenses en capital rapportées ici représentent la valeur du capital acquis ou créé au cours de l'année considérée (soit la valeur du capital constitué), que ces dépenses aient été financées par des recettes courantes ou au moyen d'emprunts.

Ni les dépenses de fonctionnement, ni les dépenses en capital ne tiennent compte des dépenses afférentes au **service de la dette**.

Les **dépenses au titre des services d'éducation** incluent toutes les dépenses directement liées à l'enseignement dispensé dans les établissements, soit la rémunération des enseignants, l'occupation des bâtiments, le matériel pédagogique, les manuels et la gestion des établissements.

Les **dépenses au titre de la R-D** comprennent toutes les dépenses afférentes aux activités de recherche menées par les universités et autres établissements d'enseignement tertiaire, qu'elles soient financées par des fonds institutionnels ou par des bourses ou des contrats proposés par des entités publiques ou privées. Les dépenses sont classées dans cette catégorie sur la base des données recueillies auprès des établissements qui se livrent à ces activités, et non auprès des bailleurs de fonds.

Les **services auxiliaires** sont les services fournis par les établissements d'enseignement en marge de leur mission principale d'éducation. Ils renvoient à un grand type de services, à savoir les services à caractère social à l'intention des élèves/étudiants. Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les services à caractère social destinés aux élèves/étudiants englobent la cantine, les soins de santé en milieu scolaire ainsi que le transport scolaire. Dans l'enseignement tertiaire, ils comprennent le logement (résidences d'étudiants), la cantine et les soins de santé.

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2008 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2010 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/edu/eag2011).

Les dépenses se rapportent aux établissements publics ou, si ces données sont disponibles, aux établissements publics et privés.

Les dépenses au titre des services d'éducation sont considérées comme correspondant au reste des dépenses, c'est-à-dire les dépenses totales d'éducation diminuées des dépenses au titre des activités de R-D et des services auxiliaires.

B6

Cet indicateur n'inclut pas les dépenses publiques et privées de R-D consenties en dehors des établissements d'enseignement, telles que les dépenses de R-D dans l'industrie. La publication de l'OCDE *Principaux indicateurs de la science et de la technologie* (OCDE, 2010g) propose une étude comparative des dépenses de R-D dans des secteurs autres que l'éducation.

Les dépenses au titre des services à caractère social fournis aux élèves/étudiants dans les établissements d'enseignement incluent uniquement les subventions publiques dont ces services font l'objet. Les dépenses consenties par les élèves/étudiants et leur famille au titre des services fournis par les établissements sur la base d'un financement autonome ne sont pas incluses dans cet indicateur.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

OCDE (2010g), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, volume 2010, n° 1, Éditions OCDE.

Tableau B6.1. **Dépenses au titre des établissements d'enseignement par catégorie de services, en pourcentage du PIB (2008)**

Dépenses au titre des services éducatifs, de la R-D et des services auxiliaires dans les établissements d'enseignement et dépenses privées pour des achats de biens et services d'éducation en dehors des établissements d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire					
	Dépenses au titre des établissements d'enseignement			Dépenses privées pour des achats de biens et services d'éducation en dehors des établissements d'enseignement	Dépenses au titre des établissements d'enseignement				Dépenses privées pour des achats de biens et services d'éducation en dehors des établissements d'enseignement	
	Services éducatifs	Services auxiliaires (transport, restauration et logement assurés par les établissements)	Total		Services éducatifs	Services auxiliaires (transport, restauration et logement assurés par les établissements)	Recherche et développement dans les établissements tertiaires	Total		
										(1)
OCDE										
Australie	3.49	0.08	3.57	0.07	0.95	0.06	0.48	1.49	0.09	
Autriche	3.42	0.17	3.59	m	0.91	0.01	0.40	1.32	m	
Belgique	4.31	0.13	4.43	0.11	0.83	0.05	0.48	1.37	0.17	
Canada ^{1, 2, 3}	3.30	0.19	3.49	m	1.75	0.14	0.66	2.55	0.10	
Chili ⁴	3.86	0.31	4.17	m	2.06	x(5)	0.11	2.17	n	
Rép. tchèque	2.53	0.22	2.75	0.04	0.98	0.01	0.20	1.19	0.03	
Danemark ²	x(3)	x(3)	4.28	0.48	x(8)	m	x(8)	1.68	0.62	
Estonie	x(3)	x(3)	3.89	m	x(8)	x(8)	n	1.31	m	
Finlande	3.37	0.41	3.78	m	1.06	a	0.64	1.70	m	
France	3.41	0.48	3.89	0.16	0.92	0.08	0.42	1.42	0.07	
Allemagne	2.91	0.08	2.99	0.15	0.67	0.05	0.45	1.17	0.08	
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Hongrie ³	2.64	0.33	2.97	m	0.59	0.06	0.22	0.87	m	
Islande	x(3)	x(3)	5.07	m	x(8)	x(8)	x(8)	1.25	m	
Irlande ³	4.13	m	4.13	0.04	1.03	m	0.40	1.43	m	
Israël	3.97	0.23	4.20	0.26	1.42	0.21	m	1.63	n	
Italie ³	3.21	0.12	3.33	0.37	0.57	0.03	0.36	0.97	0.13	
Japon ²	x(3)	x(3)	2.78	0.75	x(8)	x(8)	x(8)	1.45	0.04	
Corée	3.59	0.56	4.15	m	2.20	0.03	0.33	2.56	m	
Luxembourg	2.77	0.14	2.90	0.05	m	m	m	m	m	
Mexique	3.70	m	3.70	0.18	1.03	m	0.20	1.23	0.04	
Pays-Bas	3.70	n	3.70	0.18	0.97	n	0.54	1.51	0.06	
Nouvelle-Zélande	x(3)	x(3)	4.49	n	1.33	x(8)	0.26	1.59	n	
Norvège	x(3)	x(3)	4.95	m	1.02	n	0.65	1.67	m	
Pologne ³	3.60	0.01	3.61	0.26	1.27	n	0.20	1.48	0.05	
Portugal ³	3.33	0.07	3.40	0.07	0.83	x(8)	0.52	1.34	m	
Rép. slovaque ²	2.23	0.37	2.60	0.31	0.65	0.11	0.12	0.89	0.21	
Slovénie	3.50	0.18	3.68	m	0.91	n	0.22	1.13	m	
Espagne	2.92	0.15	3.07	m	0.84	0.02	0.36	1.22	m	
Suède	3.63	0.42	4.04	m	0.80	n	0.79	1.59	m	
Suisse ³	x(3)	x(3)	4.28	m	0.54	x(8)	0.64	1.18	m	
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Royaume-Uni	3.45	0.79	4.24	m	0.55	0.11	0.54	1.19	0.09	
États-Unis	3.83	0.32	4.15	m	2.09	0.31	0.28	2.69	a	
Moyenne OCDE	3.39	0.25	3.76	0.21	1.07	0.06	0.39	1.49	0.10	
Autres G20										
Argentine	x(3)	x(3)	4.31	m	x(8)	x(8)	x(8)	1.17	m	
Brésil ³	x(3)	x(3)	4.10	m	0.70	x(5)	0.08	0.79	m	
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Féd. de Russie ³	x(3)	x(3)	2.05	m	x(8)	x(8)	x(8)	1.46	m	
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

1. Année de référence : 2007.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Établissements publics uniquement (pour le Canada, au niveau tertiaire uniquement ; pour l'Italie, niveau tertiaire excepté).

4. Année de référence : 2009.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470984>

Tableau B6.2a. **Dépenses des établissements d'enseignement par catégorie de ressources dans l'enseignement primaire et secondaire (2008)**

Répartition des dépenses publiques et privées totales et de fonctionnement des établissements d'enseignement

	Enseignement primaire						Enseignement secondaire					
	Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement				Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement			
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Australie	90.5	9.5	63.7	14.2	77.8	22.2	89.2	10.8	60.0	16.2	76.2	23.8
Autriche	97.7	2.3	61.5	12.4	74.0	26.0	89.0	2.0	72.2	5.1	77.3	22.7
Belgique ¹	95.0	5.0	66.1	20.2	86.3	13.7	97.0	3.1	69.7	16.3	86.0	14.0
Canada ^{1, 2}	93.9	6.1	62.4	15.5	77.8	22.2	93.9	6.1	62.4	15.5	77.8	22.2
Chili ^{3, 4}	97.9	2.1	x(5)	x(5)	88.2	11.8	97.7	2.3	x(11)	x(11)	86.6	13.4
Rép. tchèque	90.4	9.6	47.0	18.6	65.6	34.4	92.5	7.5	43.7	17.0	60.7	39.3
Danemark ¹	91.9	8.1	52.0	28.0	80.0	20.0	95.7	4.3	54.8	26.2	80.9	19.1
Estonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Finlande ¹	91.2	8.8	57.1	9.0	66.1	33.9	91.6	8.4	51.7	12.2	63.9	36.1
France	93.1	6.9	54.3	23.1	77.3	22.7	89.4	10.6	59.2	23.0	82.2	17.8
Allemagne	92.4	7.6	x(5)	x(5)	83.0	17.0	90.7	9.3	x(11)	x(11)	81.2	18.8
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie ³	96.4	3.6	x(5)	x(5)	79.2	20.8	94.3	5.7	x(11)	x(11)	78.5	21.5
Islande ¹	89.5	10.5	x(5)	x(5)	76.5	23.5	93.3	6.7	x(11)	x(11)	73.8	26.2
Irlande ³	86.3	13.7	76.3	13.2	89.4	10.6	95.4	4.6	67.0	9.0	76.1	23.9
Israël	91.2	8.8	x(5)	x(5)	81.8	18.2	93.1	6.9	x(11)	x(11)	84.9	15.1
Italie ³	94.9	5.1	66.4	16.9	83.3	16.7	95.8	4.2	67.5	16.0	83.5	16.5
Japon ¹	90.6	9.4	x(5)	x(5)	87.3	12.7	90.4	9.6	x(11)	x(11)	86.8	13.2
Corée	87.5	12.5	64.1	11.8	75.9	24.1	89.7	10.3	59.0	8.5	67.6	32.4
Luxembourg	81.9	18.1	87.7	6.4	94.1	5.9	82.2	17.8	73.6	13.3	86.9	13.1
Mexique ³	98.1	1.9	85.5	8.6	94.0	6.0	95.9	4.1	74.3	17.2	91.5	8.5
Pays-Bas	87.7	12.3	x(5)	x(5)	84.1	15.9	87.6	12.4	x(11)	x(11)	81.3	18.7
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège ¹	87.1	12.9	x(5)	x(5)	78.3	21.7	87.3	12.7	x(11)	x(11)	77.4	22.6
Pologne ³	92.3	7.7	x(5)	x(5)	68.9	31.1	93.8	6.2	x(11)	x(11)	65.5	34.5
Portugal ³	98.6	1.4	81.5	13.6	95.2	4.8	96.8	3.2	82.8	10.5	93.3	6.7
Rép. slovaque ¹	97.0	3.0	50.3	14.2	64.5	35.5	96.9	3.1	50.7	14.1	64.8	35.2
Slovénie ¹	x(7)	x(8)	x(9)	x(10)	x(11)	x(12)	89.6	10.4	x(11)	x(11)	77.2	22.8
Espagne ³	91.3	8.7	70.8	10.9	81.7	18.3	89.9	10.1	74.9	8.5	83.5	16.5
Suède	93.5	6.5	52.9	17.7	70.6	29.4	92.8	7.2	50.2	17.2	67.4	32.6
Suisse ^{1, 3}	90.3	9.7	68.6	14.8	83.4	16.6	93.2	6.8	69.7	16.8	86.6	13.4
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni ¹	88.1	11.9	45.7	31.0	76.7	23.3	90.0	10.0	58.2	15.7	73.9	26.1
États-Unis	88.4	11.6	55.0	26.1	81.1	18.9	88.4	11.6	55.0	26.1	81.1	18.9
Moyenne OCDE	91.9	8.1	63.4	16.3	80.1	19.9	92.4	7.6	62.8	15.2	78.5	21.5
Autres G20												
Argentine ³	94.9	5.1	68.8	22.0	90.7	9.3	96.0	4.0	67.4	23.6	91.0	9.0
Brésil ³	93.2	6.8	x(5)	x(5)	72.0	28.0	92.9	7.1	x(11)	x(11)	73.0	27.0
Chine ³	98.8	1.2	m	m	m	m	97.2	2.8	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ^{2, 3}	85.0	15.0	80.8	10.7	91.5	8.5	77.3	22.7	77.6	9.7	87.3	12.7
Féd. de Russie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	92.1	7.9	m	m	m	m	91.2	8.8	m	m	m	m

1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Année de référence : 2007.

3. Établissements publics uniquement.

4. Année de référence : 2009.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Annuaire statistique 2009 de la Chine sur le financement de l'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932471003>

Tableau B6.2b. **Dépenses des établissements d'enseignement par catégorie de ressources et par niveau d'enseignement (2008)**

Répartition des dépenses publiques et privées totales et de fonctionnement des établissements d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire						Tertiaire						
	Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement				Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement				
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
OCDE	Australie	89.8	10.2	61.3	15.5	76.8	23.2	89.9	10.1	32.9	27.8	60.7	39.3
	Autriche	97.9	2.1	68.9	7.2	76.1	23.9	93.7	6.3	60.1	2.6	62.6	37.4
	Belgique	96.2	3.8	68.4	17.7	86.1	13.9	96.7	3.3	49.4	29.2	78.6	21.4
	Canada ^{1, 2, 3}	93.9	6.1	62.4	15.5	77.8	22.2	91.5	8.5	37.5	26.8	64.2	35.8
	Chili ^{3, 4}	97.8	2.2	x(5)	x(5)	87.4	12.6	94.9	5.1	x(11)	x(11)	65.2	34.8
	Rép. tchèque	92.1	7.9	44.5	17.3	61.8	38.2	88.3	11.7	32.6	18.8	51.4	48.6
	Danemark ²	94.0	6.0	53.6	27.0	80.6	19.4	95.5	4.5	55.1	26.6	81.7	18.3
	Estonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	91.5	8.5	53.5	11.1	64.6	35.4	95.8	4.2	34.8	28.7	63.5	36.5
	France	90.5	9.5	57.6	23.0	80.6	19.4	91.3	8.7	49.0	29.3	78.2	21.8
	Allemagne	91.1	8.9	x(5)	x(5)	81.3	18.7	90.4	9.6	x(11)	x(11)	65.7	34.3
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie ³	94.7	5.3	x(5)	x(5)	78.5	21.5	91.0	9.0	x(11)	x(11)	64.7	35.3
	Islande	91.4	8.6	x(5)	x(5)	75.1	24.9	92.4	7.6	x(11)	x(11)	82.6	17.4
	Irlande ³	90.9	9.1	71.5	10.9	82.4	17.6	90.7	9.3	45.0	28.8	73.8	26.2
	Israël	92.1	7.9	x(5)	x(5)	83.2	16.8	89.2	10.8	x(11)	x(11)	82.6	17.4
	Italie ³	95.4	4.6	66.2	16.3	82.5	17.5	88.8	11.2	35.5	30.5	66.1	33.9
	Japon ²	90.5	9.5	x(5)	x(5)	87.0	13.0	87.0	13.0	x(11)	x(11)	60.1	39.9
	Corée	88.9	11.1	61.0	9.8	70.7	29.3	83.5	16.5	35.4	18.1	53.5	46.5
	Luxembourg	82.1	17.9	78.9	10.7	89.7	10.4	m	m	m	m	m	m
	Mexique ³	97.1	2.9	80.7	12.3	92.9	7.1	94.4	5.6	53.3	13.6	66.8	33.2
	Pays-Bas	87.7	12.3	x(5)	x(5)	82.3	17.7	86.1	13.9	x(11)	x(11)	69.9	30.1
	Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Norvège	87.2	12.8	x(5)	x(5)	77.8	22.2	94.1	5.9	x(11)	x(11)	66.7	33.3
	Pologne ³	93.1	6.9	x(5)	x(5)	67.0	33.0	87.3	12.7	x(11)	x(11)	76.7	23.3
	Portugal ³	97.6	2.4	82.3	11.8	94.1	5.9	92.5	7.5	x(11)	x(11)	71.6	28.4
	Rép. slovaque ²	96.9	3.1	50.6	14.1	64.7	35.3	91.4	8.6	29.6	21.6	51.2	48.8
Slovénie	89.6	10.5	x(5)	x(5)	77.2	22.8	87.1	12.9	x(11)	x(11)	67.7	32.4	
Espagne ³	90.5	9.5	73.3	9.5	82.7	17.3	79.4	20.6	55.9	21.4	77.3	22.7	
Suède	93.1	6.9	51.3	17.4	68.7	31.3	96.3	3.7	x(11)	x(11)	63.0	37.0	
Suisse ³	92.1	7.9	69.3	16.1	85.4	14.6	91.1	8.9	47.0	27.8	74.9	25.1	
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Royaume-Uni	89.2	10.8	53.0	22.0	75.1	24.9	94.4	5.6	44.7	38.2	82.9	17.1	
États-Unis	88.4	11.6	55.0	26.1	81.1	18.9	90.3	9.7	26.0	36.2	62.2	37.8	
Moyenne OCDE	92.1	7.9	63.2	15.6	79.0	21.0	90.9	9.1	42.6	25.1	68.5	31.5	
Autres G20	Argentine ³	95.5	4.5	68.1	22.8	90.9	9.1	98.8	1.2	56.0	34.7	90.7	9.3
	Brésil ³	93.0	7.0	x(5)	x(5)	72.6	27.4	88.7	11.3	x(11)	x(11)	77.9	22.1
	Chine ³	m	m	m	m	m	m	93.0	7.0	m	m	m	m
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie ^{1, 3}	83.6	16.4	80.3	10.6	90.8	9.2	m	m	13.1	1.0	14.1	85.9
	Féd. de Russie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	90.9	9.1	m	m	m	m

1. Année de référence : 2007.


2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Établissements publics uniquement (pour le Canada, au niveau tertiaire uniquement ; pour l'Italie, niveau tertiaire excepté).

4. Année de référence : 2009.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Annuaire statistique 2009 de la Chine sur le financement de l'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932471022>